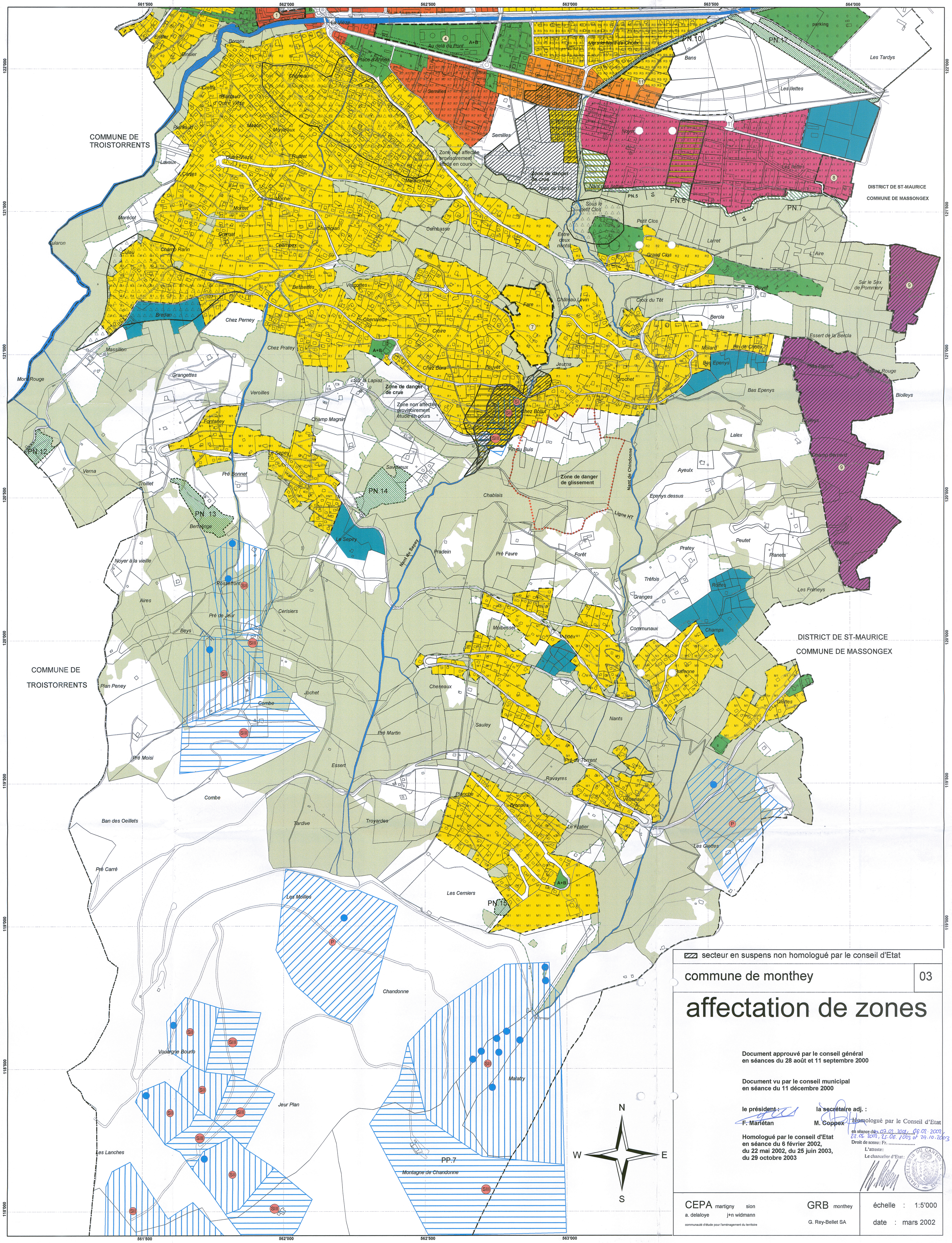

Légende

- Zone centre
- Zone habitation faible densité B (R1)
- Zone habitation faible densité A (R2)
- Zone habitation faible densité (R3)
- Zone habitation moyenne densité (R4)
- Zone habitation moyenne densité C (R6)
- Zone habitation forte densité B (R7)
- Zone habitation forte densité A (R8)
- Zone habitation forte densité (R9)
- Zone habitation faible densité de montagne (M1)
- Zone industrielle (A1)
- Zone constructions et installations d'intérêt public A
- Zone constructions et installations d'intérêt public A+B
- Zone constructions et installations d'intérêt public B
- Zone constructions et installations d'intérêt public C
- Zone constructions et installations d'intérêt public D
- Zone constructions et installations d'intérêt public E
- Zone affectation différée
- Zone extraction de matériaux
- Aire forestière
- Zone à aménager
- Zone protection nature d'importance cantonale
- Zone protection nature d'importance locale
- Zone protection paysage d'importance fédérale
- Zone danger de crue faible
- Zone danger instabilité de terrain élevé
- Zone protection des sources SI
- Zone protection des sources SII
- Zone protection des sources SIII
- Zone protection des sources provisoire
- Sources
- Zone archéologique

secteur en suspens non homologué par le conseil d'Etat

commune de monthey | 03

affectation de zones

Document approuvé par le conseil général en séances du 28 août et 11 septembre 2000

Document vu par le conseil municipal en séance du 11 décembre 2000

le président : F. Mariétan

la secrétaire adj. : M. Coppex

Homologué par le conseil d'Etat en séance du 6 février 2002, du 22 mai 2002, du 25 juin 2003, du 29 octobre 2003

Homologué par le Conseil d'Etat
en séance du 07.02.2001, 06.02.2002, 22.05.2002, 25.06.2003 et 29.10.2003
Droit de sceau: Fr. ....
L'atteste:
Le chancelier d'Etat:

CHANCELLERIE DU CANTON DU VALAIS

CEPA martigny sion
a. delaloye j+n widmann
communauté d'étude pour l'aménagement du territoire

GRB monthey
G. Rey-Bellet SA

échelle : 1:5'000
date : mars 2002

détail des modifications partielles

enquête	décision Conseil d'Etat	zone	lieu dit